

**Convention collective nationale**  
**RETRAITE ET PRÉVOYANCE DES CADRES**  
**(Accord du 14 mars 1947)**  
**(15 juin 1983)**

(Etendue par arrêté du 14 mars 1987,  
*Journal officiel* du 13 mai 1987)

---

AVENANT N° A-284 DU 9 JUIN 2015

MODIFIANT L'ANNEXE IV

NOR : ASET1550649M

Entre :

La CGPME ;

L'UPA ;

Le MEDEF,

D'une part, et

La CFE-CGC ;

L'UGICT CGT ;

La CFTC cadres ;

La CFDT cadres ;

La CGT-FO cadres,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

**Article 1<sup>er</sup>**

La convention collective nationale du 14 mars 1947 et l'annexe IV à ladite convention sont modifiées comme ci-après :

**Article 2**

Le 3<sup>e</sup> alinéa de l'article 2 est désormais libellé comme suit :

« – fournir les déclarations de rémunérations destinées à l'établissement de l'assiette des cotisations, ».

Le reste de l'article est sans changement.

**Article 5**

Les sept premiers alinéas sont inchangés.

Le 8<sup>e</sup> alinéa est supprimé pour les sommes versées à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2016.

Le 9<sup>e</sup> alinéa, qui devient le 8<sup>e</sup> alinéa, est inchangé.

Les deux derniers alinéas sont supprimés.

Il est créé un article 5 *bis* libellé comme suit :

#### « 1. Déclaration des rémunérations nécessaire au calcul des cotisations

a) A compter du 1<sup>er</sup> janvier 2016, pour le calcul des cotisations, l'entreprise est tenue d'établir chaque mois à destination de son institution d'adhésion une déclaration sociale nominative (DSN) comportant les rémunérations destinées à l'établissement de l'assiette des cotisations.

En l'absence de fourniture de la déclaration sociale nominative par l'entreprise, les cotisations sont estimées sur la base de la dernière assiette déclarée ayant fait l'objet d'un calcul de cotisations. L'assiette des cotisations est régularisée après production de la déclaration des rémunérations.

b) Pour le calcul des cotisations dues au titre des exercices antérieurs à 2016, l'entreprise est tenue d'établir un état nominatif annuel des salaires (ENA) et de l'adresser à son institution d'adhésion avant le 1<sup>er</sup> février de l'année suivante.

L'entreprise qui ne produit pas l'état nominatif annuel des salaires est redevable, après mise en demeure, de cotisations d'un montant égal, à titre provisionnel, à 110 % de celles dues pour la même période au cours du précédent exercice. La régularisation intervient après production de la déclaration de salaires.

En cas de production tardive de l'état nominatif annuel des salaires, une pénalité de retard est due dont le montant est fixé par l'AGIRC.

#### 2. Responsabilité et périodicité du paiement des cotisations

a) L'entreprise est, sauf exceptions accordées par le conseil d'administration de l'AGIRC, responsable du paiement de la totalité des cotisations.

La contribution du participant est précomptée lors de chaque paie par l'entreprise qui agit en qualité de mandataire de l'institution.

Le versement de cette contribution est effectué par l'entreprise en même temps que celui de la cotisation à sa charge.

b) Les cotisations dues par les entreprises de plus de 9 salariés font l'objet de versements mensuels.

c) Les cotisations dues par les entreprises de moins de 10 salariés font l'objet de versements trimestriels. Ces entreprises ont toutefois la possibilité d'opter pour le paiement mensuel à effet du 1<sup>er</sup> janvier de l'exercice suivant.

d) Les versements de cotisations donnent lieu à une régularisation progressive, telle que définie à l'article R. 243-10, alinéa 3, du code de la sécurité sociale.

e) Les dates de ces versements sont fixées par une délibération du conseil d'administration de l'institution ou, le cas échéant, par le règlement intérieur de l'institution, sans préjudice des mesures d'ordre général prises par la commission paritaire ou par l'AGIRC.

#### 3. Exigibilité et date limite de paiement des cotisations

a) Les cotisations, calculées sur les salaires payés au cours de chaque mois civil, sont exigibles dès le premier jour du mois civil suivant.

b) Les cotisations, calculées sur les salaires payés au cours de chaque trimestre civil, sont exigibles dès le premier jour du trimestre civil suivant.

c) Les entreprises disposent d'un délai de 1 mois à compter de la date d'exigibilité pour le versement de leurs cotisations. Le versement doit être effectif au dernier jour ouvré du mois. Afin de permettre le respect de cette règle en cas de paiement par chèque, la date limite d'envoi du chèque est fixée au 25 du mois.

d) Une majoration de retard est applicable, dans les conditions prévues à l'article 15 *bis* de la convention, à toutes les cotisations dont le paiement est effectué après la date limite de paiement effectif.

e) Des exceptions aux règles de recouvrement sont accordées par le conseil d'administration de l'AGIRC aux institutions qui ont des circuits particuliers de recouvrement, et notamment à celles qui font gérer leurs contentieux par le régime de base. »

L'article 15 *bis* est désormais libellé comme suit :

#### « 1. Taux de majoration des cotisations versées tardivement

Les cotisations qui n'ont pas été acquittées à la date limite de paiement sont affectées de majorations de retard dont le taux est fixé chaque année par la commission paritaire ; ces majorations sont égales à autant de fois le taux ainsi fixé qu'il s'est écoulé de mois ou de fractions de mois à compter de la date d'exigibilité.

Les majorations de retard sont calculées par application du taux en vigueur lors du règlement des cotisations versées tardivement, quelle que soit la période à laquelle elles se réfèrent.

Les majorations de retard exigées sont au moins égales à un montant minimum fixé par la commission paritaire. Cependant, si ce minimum est supérieur aux cotisations dues, les majorations de retard sont calculées suivant les dispositions du 1<sup>er</sup> alinéa sans pouvoir être inférieures au montant des cotisations dues.

Dans le cas d'entreprises qui, en un seul versement, s'acquittent pour la première fois à l'égard du régime de cotisations dues au titre de plusieurs trimestres, les majorations de retard sont calculées, pour chaque trimestre dû, conformément aux dispositions du 1<sup>er</sup> alinéa ci-dessus, et les règles du montant minimum des majorations de retard définies au 3<sup>e</sup> alinéa ne s'appliquent qu'une seule fois au montant total ainsi déterminé.

Les conseils d'administration des institutions peuvent, dans certains cas d'espèce dûment motivés et eu égard aux difficultés financières rencontrées par les entreprises, accorder des remises totales ou partielles de majorations de retard.

L'examen des demandes de remise de majorations de retard est subordonné au règlement préalable par l'entreprise de la totalité des cotisations dont elle est redevable.

Les majorations de retard, à la charge exclusive de l'employeur, sont appliquées à l'ensemble des cotisations dues par celui-ci tant pour son propre compte que pour celui des participants. Elles ne donnent pas droit à inscription de points de retraite.

#### 2. Affectation du produit des majorations de retard

La moitié des majorations de retard encaissées au cours d'un exercice doit être affectée au crédit du compte de gestion administrative ; l'autre moitié doit être portée au compte de résultats des opérations de retraite et prise en compte dans les calculs de compensation. »

### Annexe IV

L'article 10 est modifié comme suit :

Dans le 6<sup>e</sup> et dernier alinéa, les termes « dans les conditions prévues au paragraphe 3 de l'article 15 *bis* de la convention » sont remplacés par « dans les conditions prévues à l'article 15 *bis* de la convention ».

## **Article 2**

Les dispositions du présent avenant s'appliquent à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2016.

Fait à Paris, le 9 juin 2015.

(Suivent les signatures.)